

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 9 novembre 2024

Dans cette causerie, des articles sur les Etats-Unis qui fourmillent d'informations. Dans ce pays, les deux partis qui se relaient au pouvoir depuis plus d'un siècle représentent les mêmes intérêts, la même classe sociale, celle des capitalistes.

Ils incarnent différents clans de l'oligarchie financière qui détient le pouvoir dans ce pays. S'ils s'affrontent dans une guerre économique fratricide permanente, c'est dans le seul but de renforcer les secteurs économiques qu'ils contrôlent ou grignoter ceux de leurs adversaires pour accroître leur fortune et pouvoir, afin de pouvoir peser davantage sur l'orientation du capitalisme mondial, dont la préservation est inséparable de leur propre survie.

C'est la raison pour laquelle il ne nous viendrait jamais à l'idée de manifester la moindre préférence entre ces deux partis de l'oligarchie financière, y compris lors d'élections, contrairement à l'ensemble des acteurs du mouvement ouvrier incluant l'extrême gauche, qui regrettent à demi-mot, parfois plus sournoisement encore de manière implicite, que Trump ait été élu.

Cela signifie clairement en termes politiques, qu'ils colportaient des illusions dans l'autre candidat ou l'un des clans de l'oligarchie financière, ce qui témoigne de leur niveau de corruption idéologique...

C'est juste un constat et non une interprétation. Ceux qui maintenant refuseront de l'admettre, sont eux-mêmes sous influence de cette idéologie, qui pour camoufler ses intentions ou les véritables intérêts qu'elle sert, doit recourir au déni de la réalité ou la trafiquer.

Quand on est réellement indépendant et fidèle à ses engagements politiques, on n'a pas besoin de recourir à ce genre de procédé malhonnête. Seule la vérité est révolutionnaire, ceux qui s'en détournent ne peuvent se prétendre révolutionnaires, à eux de choisir.

Sur la situation politique et sociale en France.

+ de 50% ne comprennent rien et 43% ne savent pas compter, c'est globalement "inquiétants".

Evaluations nationales : des résultats "inquiétants" en 4e et de nombreux élèves de 6e qui ne maîtrisent pas les bases - francetvinfo.fr 7 novembre 2024

"On note qu'en 6e, moins d'un élève sur deux a un niveau satisfaisant en compréhension de l'écrit", explique le ministère. En mathématiques, un exemple plus flagrant a été donné : 43% des élèves ne savent pas que quatre centièmes équivaut à 0,04.

En ce qui concerne les 4e, les résultats dans leur globalité sont "inquiétants", alors qu'ils l'étaient déjà l'année dernière. francetvinfo.fr 7 novembre 2024

30% en CM2 ne savent pas lire, ces "résultats extrêmement encourageants" !

Évaluations des élèves en écoles primaires : "Les résultats sont extrêmement encourageants", estime la ministre de l'Éducation nationale - francetvinfo.fr 31 octobre 2024

"Pour la première fois depuis cinq ans, on voit des résultats extrêmement encourageants sur ces savoirs fondamentaux : lire, écrire, compter", explique Anne Genetet, ministre de l'Éducation nationale, invitée politique de franceinfo, jeudi 31 octobre.

Anne Genetet : "En CM2, on a encore 30% de nos élèves qui ne sont pas fluides complètement en lecture". francetvinfo.fr 31 octobre 2024

Provocation policière. Ca y est, ils ont sorti les black blocs.

Manifestation contre Yaël Braun-Pivet à Lyon: Michel Barnier apporte son soutien à la présidente de l'Assemblée - BFMTV 9 novembre 2024

Regardez la vidéo, habillés tout en noir, les black blocs sont facilement repérables, la police n'intervient pas, l'un d'entre eux porte un mégaphone pour exciter les étudiants :

<https://fr.news.yahoo.com/manifestation-contre-ya%C3%ABl-braun-pivet-202641412.html>

Un Etat suppôt de régimes nazis et génocidaires montre l'exemple en termes de criminalité, l'encourage.

Lutte contre le trafic de drogue Bruno Retailleau et Didier Migaud présentent les mesures gouvernementales - RT 8 nov. 2024

Le ministre de l'Intérieur et son homologue de la Justice se sont rendus à Marseille le 8 novembre pour présenter un plan de lutte contre le narcotrafic.

La mesure phare du gouvernement concerne la création d'un parquet, présenté par le ministre de la Justice Didier Migaud. Celui-ci s'est ainsi dit «favorable à un pilotage fort constitué autour d'un véritable parquet national».

Les ministres se sont également prononcés pour des moyens d'enquête supplémentaires notamment un renforcement de 40 % des «équipes du parquet de Paris travaillant sur la lutte contre la

criminalité organisée au niveau national» quand les effectifs dans l'ensemble du territoire, notamment à Marseille, «*seront sanctuarisés*». Côté effectifs toujours, les ministres ont annoncé la création de «*cinq postes de juges*» à Paris.

Les ministres plaident aussi pour un assouplissement des «*conditions permettant d'écartier l'excuse de minorité*» pour les délinquants de plus de 16 ans et rendre possible leur jugement en comparution immédiate. Bruno Retailleau a par ailleurs exprimé sa volonté de «*frapper les criminels au portefeuille*», proposant ainsi d'«*inverser la charge de la preuve*» en créant «*une injonction de justification de ressources inexplicables*». Ils prennent l'exemple des dealers disposant de berlines qui devront donner la preuve des sources légales du financement de leur véhicule.

Il propose par ailleurs de «*donner aux préfets le pouvoir de fermer des commerces de blanchiment*» et de permettre l'expulsion de leur logement des trafiquants.

Enfin les ministres veulent également cibler les consommateurs et préconisent pour cela une «*campagne de communication [...] pour révéler les liens entre l'usage de stupéfiants, les violences des trafiquants et les infractions qui en découlent*» mais aussi que les consommateurs soient davantage verbalisés. RT 8 nov. 2024

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Après un boycott, le groupe Carrefour jette l'éponge en Jordanie - RT 8 nov. 2024

«*À compter du 4 novembre 2024, Carrefour cessera toutes ses activités en Jordanie et n'opérera plus dans le royaume*», avait indiqué la filiale du géant français au Moyen-Orient dans un communiqué publié le jour même.

Le mouvement international BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions), qui milite contre les entreprises perçues comme complices du «*génocide*» d'Israël à Gaza, a qualifié cette annonce de «*victoire*», appelant sur ses réseaux sociaux à poursuivre le boycott dans d'autres pays.

BDS avait lancé un appel au boycott des magasins Carrefour et de plusieurs autres franchises occidentales dans la foulée du déclenchement de la guerre à Gaza en octobre 2023. Le boycott est motivé par le partenariat entre Carrefour et des sociétés israéliennes accusées de complicité dans ce que BDS qualifie de «*crimes de guerre*» envers le peuple palestinien.

La fréquentation des magasins Carrefour a nettement diminué depuis en Jordanie, mais aussi dans plusieurs autres pays, dont le Maroc, en raison de la pression exercée par le boycott.

Ce 8 novembre, BDS a lancé un énième appel au boycott sur ses réseaux sociaux contre Carrefour, mais également contre le géant américain de l'informatique HP, accusés tous deux de «*complicité au génocide*».

Le Maroc a normalisé ses relations avec Israël en 2020, après les Émirats arabes unis, Bahreïn et le Soudan, portant à six le nombre total de pays arabes ayant des relations avec Israël, l'Égypte et la Jordanie ayant déjà conclu des traités de paix complets avec Israël, respectivement en 1979 et 1994. RT 8 nov. 2024

Le Mossad infiltré dans tous les pays occidentaux (notamment) bénéficie de la bienveillance des autorités.

J-C - Provocation des supporters sionistes nazis à Amsterdam en marge d'un match de football entre l'Ajax et le Maccabi Tel-Aviv, suite.

Benjamin Nétanyahou demande au Mossad un plan d'action. *"J'ai donné pour instruction au chef du Mossad [les services secrets israéliens] et à d'autres responsables de préparer nos plans d'action, notre système d'alerte et notre organisation face à cette situation nouvelle"*, et ce, afin de sécuriser les événements sports, a dit le chef du gouvernement israélien. francetvinfo.fr 8 novembre 2024

J-C – Nous, nous expulserions sur le champ tout représentant du régime sioniste, tous ceux qui possèdent la nationalité israélienne et qui auraient participé au génocide des Palestiniens depuis le 7 octobre 2023. Tous les bi-nationaux auraient le choix entre les deux nationalités, au cas où ils choisiraient la nationalité israélienne, un visa temporaire de 30 jours leur serait délivré à l'expiration duquel ils devraient quitter la France.

Toutes les entreprises israéliennes seraient expropriées sans indemnité, tous leurs comptes saisis, leur personnel israélien expulsé. Tout lien avec cet Etat serait rompu aussi longtemps qu'il existerait. Sa représentation diplomatique serait fermée, et aucun vol entre les deux pays ne serait autorisé à partir de la France, aucun avion battant pavillon israélien ne serait autorisé à atterrir en France, aucun navire d'accoster à un port français.

Etats-Unis.

Ils recourent à un agent sioniste iranien pour camoufler leurs réelles intentions et les justifier par la suite.

Un Iranien inculpé pour un projet d'assassinat contre Donald Trump - BFMTV/AFP 9 novembre 2024

La justice américaine a annoncé ce vendredi l'inculpation d'un Iranien pour un projet d'assassinat contre le président élu Donald Trump. Ce dernier avait évoqué *"de grandes menaces"* pour sa vie de la part de l'Iran.

Cet Iranien, désigné par le nom de Shakeri, se trouve toujours en Iran, selon le ministère de la Justice. Il a informé les autorités américaines *"qu'il avait été chargé le 7 octobre 2024 de fournir un plan pour tuer"* le dirigeant américain, a précisé le département de la Justice dans un communiqué. BFMTV/AFP 9 novembre 2024

J-C – Ils nous prennent vraiment pour des cons !

Non, l'OTAN ne fait pas la guerre à la Russie, la preuve.

États-Unis : le Pentagone autorise ses sous-traitants à réparer des armes en Ukraine - France 24 9 novembre 2024

Ukraine : Washington va envoyer des sociétés militaires privées - LePoint.fr/AFP 9 novembre 2024

Les Etats-Unis vont envoyer « *un petit nombre* » d'employés de sociétés militaires privées en Ukraine pour s'occuper de la maintenance technique de l'armement américain, a annoncé vendredi un responsable de la Défense américaine.

Ses plus virulents « *opposants* », sont parmi ceux qui en réalité ont les pires intentions inavouables à cacher.

J-C – Inutile de les désigner dans le mouvement ouvrier en France, il suffit de les écouter ou de les lire, et ils n'ont pas eu besoin de se transformer en « *girouette* »...

Opération girouette : comment l'élection de Trump fait changer d'avis les hommes politiques - RT 8 nov. 2024

Si l'élection de Donald Trump au poste du 47ème président des Etats-Unis n'a pas été une grosse surprise pour les Américains, certaines chancelleries semblent avoir été prises au dépourvu. Voici la liste des hommes politiques qui savent adapter leurs convictions à la réalité.

Pour un bon nouveau départ, quoi de mieux que d'effacer les anciens tweets ? C'est ce qu'a dû faire l'ex-Premier ministre australien Kevin Rudd, ambassadeur aux Etats-Unis. En tout cas, les phrases «*Trump est le président le plus destructif de l'histoire*» et «*il traîne l'Amérique et la démocratie dans la boue*» n'existent plus désormais que dans la mémoire des médias et, visiblement, dans celle du futur locataire de la Maison Blanche. L'ambassadeur Rudd a même dû publier une déclaration indiquant qu'il avait fait ces tweets en tant que «*think tanker*» et commentateur politique à l'époque, et qu'il les supprimait à présent «*par respect pour la fonction de président des États-Unis, et à la suite de l'élection du président Trump*». Oups.

Parfois, il suffit «*d'oublier*» ses déclarations. Le Premier ministre polonais Donald Tusk, qui avait accusé Trump il y a un an d'être un agent des services secrets russes «*depuis 30 ans*», ne se rappelle plus de ses propres mots. Qui plus est, maintenant, selon le Premier ministre polonais, le nouveau président américain sait «*surprendre avec ses décisions et ses manœuvres*». Il avait pourtant critiqué le parti PiS pour «*son adoration extraordinaire de Trump*» et «*son dégoût flagrant pour les démocrates aux États-Unis*». Les temps changent.

La liste des girouettes politiques ne serait pas complète sans Volodymyr Zelensky. Lui qui avait adopté une loi interdisant à l'Ukraine les pourparlers de paix avec la Russie, s'assoira à la table des négociations s'il perd le soutien des États-Unis, affirment les médias. Le dirigeant ukrainien a également eu une «*excellente conversation téléphonique*» avec M. Trump au cours de laquelle il a félicité l'homme politique américain pour sa victoire «*historique et convaincante*» à l'élection présidentielle américaine. Pour Zelensky, il pourrait effectivement être utile d'écouter quelqu'un dont il a pourtant dit qu'il n'avait «*aucune idée*» de la manière d'en finir avec le conflit en Ukraine.

Lors de son premier appel téléphonique après l'élection américaine, le Premier ministre britannique a adressé ses «*chaleureuses félicitations*» à Donald Trump pour sa «*victoire historique*», déclarant qu'il se réjouissait de travailler en étroite collaboration avec le président élu. Keir Starmer et Donald Trump ont convenu que les relations entre le Royaume-Uni et les États-Unis sont «*incroyablement fortes*» et «*continueront à prospérer*», a déclaré Downing Street. Ceci alors que le ministre britannique des Affaires étrangères David Lammy avait qualifié M. Trump de «*sociopathe sympathisant des néo-nazis*». Cet échange a-t-il fait suite à l'appel de la leader des Tories, Kemi Badenoch, qui a publiquement demandé au gouvernement de s'excuser de ses commentaires «*désobligeants*» ? Nul ne le sait.

Emmanuel Macron, qui aurait un rapport «*amour-haine*» envers Trump selon Politico, a été presque le premier des leaders européens à féliciter le nouvel élu. Le président français s'est empressé de déclarer sur X qu'il était «*prêt à travailler*» avec Donald Trump, «*comme ils l'ont fait pendant quatre ans*». Une référence au premier mandat de l'ancien président américain. En 2018, pourtant, Donald Trump s'en était pris à Emmanuel Macron dans une série de tweets évoquant le rôle des États-Unis lors de l'occupation allemande, les tarifs douaniers des vins français, ainsi que la faible popularité du président français. «*Le problème est qu'Emmanuel souffre d'une très faible cote de popularité en France, 26%, et d'un taux de chômage à près de 10%*» avait alors écrit Donald Trump. On tourne la page, alors. RT 8 nov. 2024

A lire.

Trumpquake - strategic-culture.su 7 novembre 2024

<https://reseauinternational.net/trumpquake/>

Le candidat casher - unz.com 7 novembre 2024

<https://reseauinternational.net/le-candidat-casher/>

Trump n'a jamais «*asséché le marais*»,

Trump n'est pas le sauveur que certains dissidents croient - essentiel.news 7 novembre 2024

Il n'a jamais «*asséché le marais*», et il pourrait jouer un rôle essentiel dans la dédollarisation des échanges internationaux.

De prime abord, on admet volontiers le caractère impressionnant du fait que les Américains aient fait exactement le contraire de ce que l'establishment semblait attendre d'eux. Les médias de masse, les dirigeants de multinationales, les «*experts*», «*intellectuels*», politiciens et l'ensemble de la classe des orateurs, les «*célébrités*» et autres formateurs d'opinion avaient, presque à l'unisson, mis en garde contre une élection de Trump.

De Dick Cheney à Beyoncé, en passant par Obama et Taylor Swift, tous avaient répété le même refrain : Donald Trump est la réincarnation d'Hitler, et son élection reviendrait à condamner l'Amérique et le monde au calvaire.

Non seulement Trump a remporté l'élection en terme de «grands électeurs», mais il a également obtenu une majorité populaire, ce qu'aucun des «observateurs» institutionnels n'avait prévu.

La victoire de Trump produit donc une grande satisfaction des déçus de l'establishment, aux États-Unis et à l'extérieur. Que ce soit à cause de la «*crise sanitaire*», de l'hypocrisie occidentale sur la question ukrainienne, de la nouvelle «*doctrine du genre*» qui proclame femmes les travestis, quiconque a perdu foi dans l'orthodoxie politique, morale, financière, culturelle et sanitaire est tenté de célébrer cette victoire.

De surcroît, une grande discipline est nécessaire pour résister à une certaine schadenfreude face à la débandade des extrémistes de l'orthodoxie et défenseurs du nouvel obscurantisme (réactions amusantes une, deux, trois et quatre).

Pourtant, et comme nous avons déjà eu l'occasion de l'écrire, Trump n'est probablement pas le sauveur que certains dissidents croient.

Donald Trump et l'État profond

Depuis sa première campagne électorale, Donald Trump a construit sa marque de fabrique comme un adversaire de l'État profond. Mais est-ce que cette identité est authentique ? En examinant les choses de près, on se rend compte que ce n'est pas le cas.

Tout d'abord, un de ses principaux soutiens financiers, pour ses trois campagnes, était Sheldon Adelson et sa fondation. Il s'agit de l'oligarque et milliardaire israélo-américain connu pour avoir à de maintes reprises préconisé une attaque nucléaire contre l'Iran.

Loin de répudier ce soutien, Donald Trump le revendique ; plus généralement, il revendique sa proximité avec la droite dure israélienne. Non seulement il a activement promu la campagne électorale de Benjamin Netanyahu en 2013, mais il s'est entouré dans sa première administration des sionistes les plus virulents.

Ensuite, il est entouré et financé depuis des décennies par la soi-disant Kasher Nostra. Roy Cohn est certainement le plus connu, mais ce n'est certainement pas le seul.

Et puis bien sûr, si Donald Trump a «*vidé le marais*» pendant son premier mandat, c'est dans son administration qu'il l'a fait ; il a notamment nommé pas moins de 60 membres des think tanks Council on Foreign Relations et Bilderberg, plus de 280 lobbyistes, sans compter les pires néoconservateurs de l'administration Bush Jr.

Mais finalement, et au-delà de ses fréquentations et nominations politiques, il suffit de s'arrêter à quelques décisions de Donald Trump lorsqu'il était président.

- Il est le père de l'opération Warp Speed qui n'était ni plus ni moins que le projet américain chapeautant la fabrication, la distribution et l'inoculation des injections Covid. Un bilan dont il s'est d'ailleurs félicité plusieurs fois.
- Pendant sa première campagne, Donald Trump s'est félicité d'être le «*roi de la dette*», et pendant son premier mandat de président, il a effectivement insisté à plusieurs reprises pour que la banque centrale américaine adopte une politique de financement monétaire et de taux d'intérêts négatifs ;

autrement dit, c'est un partisan de la planification économique centrale, de la débauche monétaire et de l'endettement à outrance.

- Il a ordonné et s'est vanté à plusieurs reprises de l'assassinat extra-judiciaire du général iranien Qassem Soleimani, sans toutefois que les États-Unis ne soient en guerre contre son pays.
- Il a non seulement refusé de libérer le journaliste Julian Assange, mais il a également requis des solutions pour le faire assassiner alors qu'il était sous siège dans l'ambassade équatorienne.
- Avant de quitter la Maison-Blanche, il a octroyé des pardons présidentiels, entre autres criminels, aux quatre mercenaires de Blackwater qui ont exécuté sommairement des civils irakiens, à cinq méga-banques (Citigroup, JPMorgan, Barclays, UBS and Deutsche Bank) accusées de fraude et corruption, à l'ancien maire de Détroit Kwame Kilpatrick condamné à 28 ans de prison pour racket, extorsion, fraude et corruption, et, sur demande expresse de Netanyahu, au recruteur de l'espion israélien Jonathan Pollard.

En d'autres termes : malgré toutes ses déclarations, Donald Trump n'est pas du côté des libertés individuelles. C'est un étatiste, un sioniste, et un apologiste de crimes de guerre.

Sa seule défense valable, c'est que tous les autres présidents américains depuis deux générations sont encore pires que lui, ce qui est en effet, pour l'instant, incontestable.

Fin du dollar comme monnaie de réserve

On peut décider de mettre tout ce qui précède de côté, et envisager l'élection de Donald Trump sous un autre angle : elle est parfaitement congruente avec le projet mondial d'un nouvel ordre multipolaire, dans lequel la monnaie américaine ne serait plus la colonne vertébrale du système financier international.

Trump de son côté parle d'abandonner le modèle mondialiste d'après-guerre, centré sur les États-Unis. Tout en tirant ouvertement parti de la monnaie américaine dans une guerre commerciale et économique avec la Chine, il préconise ouvertement une politique de dévaluation.

L'establishment quant à lui, qui prétend s'opposer à l'isolationisme de Donald Trump, prévoit (et se réjouit) pourtant que sa politique entraînera la fin de la domination du dollar :

- Le 5 novembre 2019, le Washington Post a publié un article intitulé *«Pourquoi il est si difficile de renverser le puissant dollar américain»*. Il y pose des questions telles que *«Pourquoi certaines personnes en ont-elles assez du dollar ?»* et, tout en niant qu'il puisse être détrôné à court terme, explique en quoi il est menacé.
- Le 18 janvier 2020, The Economist a publié un article intitulé *«L'utilisation agressive des sanctions par l'Amérique met en danger le règne du dollar»*. On peut y lire que *«M. Trump a exposé la profonde vulnérabilité de la Chine au système financier centré sur le dollar»* et que *«la nouvelle ère de l'expérimentation monétaire internationale se caractérise par la dédollarisation des actifs, des solutions de contournement des échanges utilisant des monnaies locales et des swaps, ainsi que de nouveaux mécanismes de paiement de banque à banque et des monnaies numériques»*.
- Le 16 juillet 2020, CNN a publié une analyse intitulée *«Le monde aime le dollar américain. Trump et la pandémie pourraient changer cela»*. Le bon côté des choses est clair : *«Si Trump*

remporte un second mandat, Nomura pense que la poussée continue vers la démondialisation pourrait affaiblir le dollar américain et encourager une plus grande utilisation du yuan chinois, ou renminbi, pour régler les transactions». La logique est que «la demande étrangère de dollars pourrait diminuer si le pays n'était plus considéré comme garantissant la sécurité de ses alliés, les amenant à détenir une plus grande partie de leurs réserves en euros, yens et renminbi».

- Le 28 juillet 2020, le Foreign Affairs déclare de manière péremptoire : «Il est temps d'abandonner l'hégémonie du dollar». Il ajoute que «l'émission de la monnaie de réserve mondiale a un prix trop élevé» et que renoncer à cette idée «pourrait profiter aux États-Unis et, en fin de compte, au reste du monde».

- Le même jour, Bloomberg a publié un article indiquant que «Goldman [Sachs] prévient que le rôle du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale est en danger», dans lequel il cite la banque déclarant que «le règne du dollar américain en tant que monnaie de réserve mondiale est menacé», que «de réelles inquiétudes concernant la longévité du dollar américain en tant que monnaie de réserve ont commencé à émerger».

- Le 25 août 2020, Nouriel Roubini via The Guardian écrit qu'«un autre risque est la perte de l'hégémonie géopolitique américaine, qui est l'une des principales raisons pour lesquelles tant de pays utilisent le dollar» et que «la militarisation du dollar via des sanctions commerciales, financières et technologiques pourrait accélérer la transition».

Mais voici certainement l'article le plus intéressant : Counterpunch, un média notoirement identifié à gauche, a publié en février 2019 un article intitulé «La brillante stratégie de Trump pour démembrer l'hégémonie du dollar américain». Il illustre parfaitement le rôle que Trump pourrait être amené à jouer.

«Mais qui aurait pu imaginer que Donald Trump deviendrait l'agent catalyseur ? Aucun parti de gauche, aucun dirigeant socialiste, anarchiste ou nationaliste étranger, où que ce soit dans le monde, n'aurait pu réussir à briser l'empire américain.

L'État profond réagit avec choc à la façon dont cet escroc immobilier d'extrême droite a pu pousser d'autres pays à se défendre en démantelant l'ordre mondial centré sur les États-Unis. (...)

La fin de notre impérialisme monétaire, dont j'ai parlé pour la première fois en 1972 dans Super Imperialism, stupéfie même un observateur averti comme moi. Il a fallu un niveau colossal d'arrogance, de myopie et d'anarchie pour accélérer son déclin – quelque chose que seuls des néoconservateurs fous comme John Bolton, Elliott Abrams et Mike Pompeo pouvaient offrir à Donald Trump».

En d'autres termes : sous couvert d'isolationnisme et de guerre commerciale contre la Chine, il se pourrait tout à fait que le mandat présidentiel de Donald Trump serve à faire effectivement survenir la dédollarisation des échanges commerciaux internationaux, un thème qu'Essentiel News a déjà traité en longueur, et qui est une composante essentielle du nouvel ordre prévu pour le monde.

Si c'est le cas, on se trouverait dans une situation classique de dialectique hégélienne : les planificateurs centraux créent à dessein un problème, contre lequel ils anticipent et contrôlent la réaction, avant d'introduire une solution précuite.

Dans ce cas, le problème (ou la thèse) serait la corruption et la décadence caricaturales du pouvoir, la réaction (ou l'antithèse) serait l'émergence d'une nouvelle droite populiste et nationale-sioniste,

et la solution (ou la synthèse) serait une série de sauveurs providentiels, à la Donald Trump et Elon Musk.

Ainsi, les planificateurs seraient en mesure d'introduire un ordre nouveau ; car en effet il faut, avant cela, détruire l'ordre précédent. Cet ordre nouveau, il n'aurait jamais été accepté d'emblée, mais sous couvert d'être une solution à un problème existant, il sera agréé sous un tonnerre d'applaudissements. Comme disent les alchimistes, solve et coagula : dissout et coagule.

Conclusion

L'exercice de démoralisation en cours en Occident, dont le point culminant récent a été une pseudo-pandémie accompagnée de mesures totalitaires et liberticides, et dont la toile de fond est une décadence du goût, des mœurs, de la science, de la culture et de la pensée, a conduit beaucoup de gens de bonne foi à se réjouir de la déconfiture pour le pouvoir que semble représenter l'élection de Donald Trump.

Pourtant, à y regarder de plus près, on s'aperçoit qu'il s'agit peut-être là d'une ruse, et que derrière un sauveur espéré se cache peut-être un agent de ce même pouvoir.

L'avenir dira si cette analyse s'avère exacte.

<https://essentiel.news/trump-pas-sauveur-que-certains-dissidents-croient/>